

Je n'entends pas par là qu'un motif louche inspire les députés. A mon avis, il faudrait directement attribuer cette situation au fait que si les questions sont confuses, ambiguës ou difficiles à comprendre, les députés manifestent peu d'intérêt à leur endroit et préfèrent passer à l'étude des questions suivantes un peu plus faciles à comprendre, du moins leur semble-t-il.

Si je signale ce problème, c'est que je voudrais inviter la Chambre à faire preuve de patience à mon égard et à écouter quelques-unes de mes observations au sujet de la loi sur les accords de Bretton Woods et du Fonds monétaire international. A vrai dire, la situation mondiale actuelle est des plus imprévisibles. Nous frisons la récession économique de plus près que nous ne le pensons. Il est temps, d'après moi, que notre pays, le septième parmi les nations les plus puissantes du monde libre, se penche sur les moyens d'éviter cette récession, ne serait-ce que sur le plan national. Nous devrions également envisager des solutions sur le plan international.

J'ai trouvé intéressants les témoignages que nous avons entendus au comité quant à certains des points de vue du ministre sur ce projet de loi, notre position au sujet du Fonds monétaire international et les risques que nous courrons. En résumé, j'ai trouvé que certaines des réponses données devant le comité étaient à la fois franches et honnêtes, mais néanmoins fort inquiétantes.

En premier lieu, je voudrais rappeler aux députés que l'inflation sévit à la fois au Canada et, dans une plus ou moins grande mesure, dans les autres pays, et que ce phénomène est des plus inhabituels. L'inflation n'est pas chose naturelle. Ses dérivés, les taux d'escompte élevés, ne sont pas un phénomène naturel. Je trouve inquiétant, surtout de la part des socialistes à notre gauche—même de leur chef—qu'on cherche à justifier l'inflation et la position fiscale et monétaire essentiellement précaire, comme si la chose avait été normale. J'y reviendrai un peu plus tard.

N'oublions pas que quand notre pays a été constitué, en 1867, le monde à cette époque était relativement stable sur le plan économique. Il intéressera les députés d'apprendre, compte tenu des taux d'intérêt constamment à la hausse et assortis d'une anxiété ressentie par le milieu des affaires à propos des investissements de plus de 5, 10 et certainement 20 ans, que l'investisseur moyen d'aujourd'hui voudrait, avant de passer à l'action, connaître ce que son placement lui rapportera 90 jours plus tard ou dans l'année qui suit. Il ne veut pas savoir ce que lui rapporterait son argent placé à vingt ans, parce que l'inflation risque d'être assez rapide pour lui enlever toute valeur, et lui faire perdre tout ce qu'il aurait placé.

N'oublions pas qu'il n'en a pas toujours été ainsi. J'ai parlé par exemple de 1867, époque où le monde était relativement stable en matière monétaire. Il n'est pas sans intérêt de relever qu'entre 1860 et 1876, près de la moitié des 87 emprunts d'État contractés à Londres pour un montant de un million de dollars ou plus étaient à échéance variant de cent ans à perpétuité. Quelle différence de mentalité avec ce que nous voyons aujourd'hui! A l'époque, les gens avaient tellement confiance dans la santé économique mondiale qu'ils n'hésitaient pas, quand ils souscrivaient ces emprunts, à placer le gros de leur argent à échéance allant de cent ans à perpétuité. Faisons la comparaison avec une émission récente: même en offrant 13.75 p. 100 d'intérêt avec échéance de vingt ans, nous n'étions pas certains de pouvoir la placer.

Accords de Bretton Woods—Loi

Au comité, j'ai cité un article paru le mois dernier, plus exactement le 23 juin, dans l'excellente revue *Forbes*. Cet article avait pour titre «Le système peut-il encore absorber quoi que ce soit?» J'invite les députés à lire cet article. Je leur signale tout spécialement les deux scénarios que l'auteur et le conseil de rédaction de la revue *Forbes* indiquent en page 98. En voici le texte:

A l'heure actuelle le monde est confronté par deux scénarios également sombres:

Dans le premier scénario: les opérations de prêts continueront à diminuer et les gouvernements seront obligés de venir en aide à leurs banques en cas de défaut de paiement. Les pays pauvres ne pourront plus acheter de marchandises aux pays industrialisés, ce qui entraînera un ralentissement des activités économiques chez ces derniers, qui ne pourront plus payer les pays de l'OPEP. L'économie mondiale passera par une phase de marasme, les pays pauvres connaîtront la famine tandis que les pays riches passeront par une période de stagnation. Même les pays communistes n'auront pas de quoi se réjouir. En effet le commerce mondial joue un rôle très important en Union Soviétique et dans les autres pays d'Europe de l'Est et tous ont besoin de crédits pas chers.

Voilà pour le premier scénario, monsieur l'Orateur. L'article poursuit:

Dans le second scénario: les événements reprendront leur course folle. Les pays de l'OPEP continueront à relever les prix du pétrole. Les politiciens, n'ayant ni la possibilité ni la volonté d'imposer l'austérité aux pays industriels, encourageront les banques à fournir suffisamment de liquidités à leur propre pays ainsi qu'aux pays du tiers-monde; et l'inflation ira en s'aggravant. Pendant un certain temps, cela permettra aux pays pauvres de faire face à leurs dettes, le service de ces dettes tant assuré en dollars d'évaluation constante, mais l'inflation accélérée avec les perturbations qu'elle entraîne finira par paralyser le mouvement international des capitaux dont dépend le commerce et la prospérité internationale. Mais l'inflation accélérée avec les perturbations qu'elle entraîne finira par paralyser le mouvement international des capitaux dont dépend le commerce et la prospérité internationale.

Il existe bien entendu une solution. Si le FMI était renforcé, tous les États pourraient petit à petit accepter un ralentissement pénible mais supportable de leurs activités économiques en attendant que la masse monétaire soit mieux maîtrisée. C'est d'ailleurs probablement l'unique solution.

J'ai donné lecture du texte pour qu'il figure au compte rendu comme je l'ai fait au comité. Je voulais savoir ce qu'en pensait un fonctionnaire du ministère des Finances. Je voulais savoir si, à partir de ces deux scénarios, l'auteur de l'article de *Forbes*, avait tiré une juste conclusion.

Voici ce qu'a répondu M. Hilton, haut fonctionnaire du ministère des Finances. Il avait lu l'article en question. Voici ce qu'il a dit au sujet des deux scénarios:

Je dirai que cette analyse n'est pas extrêmement fine. La majorité des spécialistes occidentaux estimant que l'inflation est le danger n° 1, je cherche bien entendu à éviter le second scénario dans toute la mesure du possible. Il faudra donc prévoir une modalité de rajustement afin d'assurer à tous les pays tant développés qu'en développement les moyens de financement suffisants. C'est particulièrement important pour notre pays, qui dépend, dans une très large mesure, de son commerce extérieur. Ma question est de savoir si notre régime viendra à s'adapter de façon à ce que les différentes opérations de financement puissent être maintenues au cours des années 1980. Il ne nous reste pas trop de temps.

● (1610)

Figurez-vous, voilà qu'un haut fonctionnaire des finances nous déclare en juillet 1980 qu'étant donné la situation économique mondiale, le temps qui nous reste pour apporter les changements voulus est compté. M. Hilton a ajouté:

Je suis d'accord qu'aucun pays du monde ne pourra élaborer une série de politiques internationales, de politiques financières ou de mesures financières qui lui permettront d'en rattrapper. Cela devra se faire collectivement, et la mise en œuvre collective de ces politiques devra probablement se faire par l'intermédiaire d'institutions existantes, dont la plus importante sera le FMI.

Au début de la journée, on a parlé de la possibilité de trouver le moyen de renforcer davantage le FMI, peut-être grâce à une participation plus directe des pays qui accusent des excédents, particulièrement les pays de l'OPEP, de sorte que la force et la puissance du FMI puissent profiter à tous ses membres.